

24
mars

2017



Les plans de mobilité

Qu'est-ce qu'un plan de mobilité ?

Un Plan de mobilité est une démarche globale, touchant l'ensemble des déplacements au sein d'une ou plusieurs entreprise(s) ou administration(s).

Il vise à mettre en place un ensemble de mesures permettant de :

- ▶ réduire l'utilisation de la voiture individuelle
- ▶ favoriser l'utilisation de moyens de transports alternatifs

Son objectif n'est :

- ▶ ni de bannir la voiture, ni d'imposer des contraintes
- ▶ mais de proposer et de promouvoir des alternatives réalistes selon les déplacements concernés.



Enjeux et objectifs

Quelle que soit la démarche considérée, l'objectif d'un plan de mobilité est de parvenir à une gestion durable des déplacements en :

- ▶ favorisant et en assurant la promotion de l'utilisation de moyens de transport raisonnés, plus respectueux de l'environnement,
- ▶ offrant une alternative durable, sûre et crédible à la voiture individuelle selon chaque type trajet ;
- ▶ limitant le nombre de déplacements liés aux activités de la collectivité ou de l'entreprise, et ce, par la mise en œuvre d'un projet commun de management de la mobilité, tenant compte des contraintes organisationnelles et des conditions d'accessibilité préalablement identifiées.
- ▶ en s'intéressant à des domaines connexes (RH notamment) au travers d'actions telles que le télétravail, la révision des horaires de travail pour favoriser le covoiturage, ...

Les enjeux peuvent être à la fois :

- ▶ économiques (optimisation des coûts de déplacements, rationalisation de la flotte de véhicules, ...),
- ▶ sociaux (diminution des risques d'accidents, réduction de la fatigue et du stress liés aux déplacements, faciliter l'accès à l'emploi pour les personnes non-motorisées ...)
- ▶ et environnementaux (moins de pollution, de congestion, de bruit, ...).

Contexte

Le rôle de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud en matière de promotion, d'incitation à l'élaboration de plans de mobilité, ainsi qu'à leur pilotage à l'échelle des entreprises et des administrations (ou de leurs regroupements) du territoire, s'inscrit dans une dynamique favorable marquée par :

- ▶ Des obligations réglementaires (Plan de Protection de l'Atmosphère et Loi de transition énergétique)
- ▶ La multiplication des sollicitations directes et isolées des entreprises (amélioration de la desserte TC, stationnement, accessibilité, etc.)
- ▶ Les mutations du territoire, dont les évolutions sont susceptibles d'impacter les conditions de déplacement

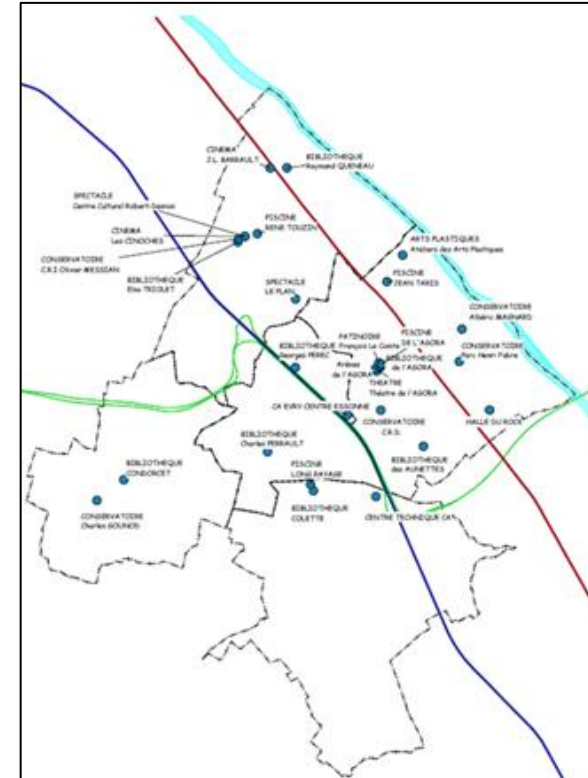
PDIE et PDA, des démarches multi-sites distinctes



Périmètre : Lisses - Villabé

150 Entreprises - 2400 Salariés

Des typologies d'entreprises et d'emplois contrastées



Périmètre : Bondoufle - Ris-Orangis - Evry - Courcouronnes - Lisses - Villabé

27 sites administratifs, culturels, techniques et sportifs - 550 salariés

Des fonctionnements et attentes hétérogènes

Les freins identifiés

- ▶ La définition d'un périmètre cohérent

En fonction du périmètre retenu, le projet peut se heurter à des problématiques très différentes (profil des sites et de leur environnement, profil des salariés, modes de fonctionnement, ...) auquel le plan d'actions retenu ne permettra pas de répondre.

- ▶ Un projet à part entière, à doter d'un budget spécifique

Alors que l'ensemble des modalités de mise en œuvre du plan d'actions font l'objet d'une validation collective en Comité de Pilotage, chaque acteur peut le remettre en cause en invoquant le manque de disponibilité des crédits ou en minimisant l'importance des mesures par rapport à d'autres projets relevant de ses compétences directes

- ▶ Une gouvernance et un portage à travailler, une implication de chacun à assurer

Le pilote ne peut assumer sur le long terme la pérennité du projet. Le manque d'implication des acteurs/partenaires du projet et l'absence d'appropriation des actions par ces derniers peut donc conduire à un essoufflement de l'élan initial. Les actions doivent être progressivement perçues comme partie intégrante des missions des acteurs/partenaires

- ▶ Un relais à assurer auprès des utilisateurs finaux

Les utilisateurs finaux des actions (salariés, agents) étant rarement associés de manière directe à la démarche, et en l'absence de dispositif de concertation, toute information passe par un référent (hiérarchie, collègue etc.). Dès lors, une seule personne peut compromettre l'implication de toute un service dans le projet si elle n'assure pas un relai efficace, ceci quelle qu'en soit la raison (manque de temps, de motivation etc.)

Les leviers utilisés

- ▶ Opter pour un calendrier réaliste et adapté

La phase de préparation du plan de mobilité, tout comme celle dédiée au suivi et à l'évaluation du projet, conditionnent la réussite et la pérennité de la démarche. En effet, quelle que soit la pertinence du plan d'actions qui pourrait être proposé, celui-ci n'aura de sens qu'accompagné d'une forte politique de sensibilisation aux enjeux de la démarche et de communication autour des résultats obtenus et de leur évaluation.

- ▶ Utiliser le plan de mobilité comme un catalyseur, susceptible de donner du poids, une légitimité dans les arbitrages internes et externes

Un plan de mobilité permet de proposer des mesures ciblées et complémentaires touchant toute la chaîne de déplacement. Celles-ci s'inscrivent dans un cadre d'intervention pour la collectivité et ses partenaires donnant une légitimité supplémentaire aux demandes formulées par le pilote du projet auprès des partenaires/financeurs

La mobilisation de moyens humains et financiers importants sur une entité géographique précise permet enfin d'apporter une amélioration sensible, rapide et visible des conditions de déplacements dans des délais courts

- ▶ Miser sur une communication et une concertation permanentes

La création d'outils dédiés et adaptés à la communication interne et externe du projet permettent de faire vivre la démarche, d'en assurer la lisibilité auprès du grand nombre et favorise les échanges.

- ▶ Valoriser l'image du porteur du projet et des partenaires

Un exemple : les outils de communication

Le création d'une identité visuelle

Un visuel fédérateur, déclinable, aux couleurs de la structure, s'appuyant sur un logo

Une lettre d'information

Des parutions destinées à l'ensemble des personnels concernés, ponctuant les temps forts de l'étude

Des évènements dédiés

Des animations organisées tout au long de l'étude et lors d'évènements nationaux (Semaine de la Mobilité, etc.)

Une communication régulière

Campagne d'affichage, informations dans le journal interne, espace d'information et d'échanges via une adresse mail dédiée, intranet, ...

Les référents écomobiles

Des réunions spécifiques pour assurer le relais de l'information



Un retour d'expérience commun

Qu'il s'agisse d'une démarche pilotée pour le compte d'entreprises ou de la collectivité, les freins et leviers identifiés permettent d'établir qu'un plan de mobilité demeure un projet complexe, une démarche de travail itérative et dynamique, nécessitant :

- ▶ De doter le projet d'une légitimité et d'une visibilité grâce à un portage fort, en interne et en externe
- ▶ De désigner un chef de projet et d'identifier des référents et des personnes ressources
- ▶ De prévoir des instances de concertation (appropriation et dynamisation de la démarche)
- ▶ De mettre en place une gouvernance fluide pour acter les hypothèses des différentes phases des projet
- ▶ De mobiliser des moyens spécifiques pour promouvoir et faire vivre la démarche

Perspectives

Dans la perspective de nouveaux plans de mobilité au sein du territoire de Grand Paris Sud, ce retour d'expérience permet d'envisager certaines pistes d'amélioration :

- ▶ Une gouvernance renforcée

L'enjeu de la gouvernance ne se réduit pas au développement de partenariat public-privé mais renvoie davantage aux efforts consentis localement pour construire un collectif dynamique, gage d'actions pérennes.

- ▶ Un cadre partenarial revisité

Le premier obstacle à lever dans la démarche des plans de mobilité est la question de la motivation et de l'implication des acteurs du secteur économique. La notion du temps est centrale dans la question des déplacements. Pour prévenir ces difficultés, la Communauté d'Agglomération propose la mise en place d'une convention partenariale, précisant les responsabilités et obligations de chacune des parties, et impliquant également financièrement les entreprises.

- ▶ La mutualisation d'outils et l'expérimentation

Les précédentes démarches ont permis la mise en œuvre d'outils spécifiques (portail de covoiturage par exemple) qui pourront venir en support d'autres actions, dont l'expérimentation dans le cadre d'un plan de mobilité pourrait constituer un premier pas vers leur généralisation (IKV, télétravail, ...)